

*Initiatives ministérielles*

dure réalité que nous, Canadiens, connaissons bien. La réduction du déficit est une tâche pénible. C'est une tâche qui ne fait pas gagner des votes. La réduction du déficit touche tous les Canadiens. Nous voulons manifestement appuyer et garder les programmes qui sont en place, mais nous ne pouvons plus le faire avec de l'argent emprunté. Nous devons vivre selon nos moyens.

Il est intéressant de remarquer que le programme économique que M. Clinton a présenté hier soir est très similaire à celui que notre gouvernement applique depuis que nous sommes au pouvoir. M. Clinton a insisté sur la nécessité d'investir dans l'infrastructure publique et dans la formation, et sur le rôle important que le secteur de la petite entreprise peut jouer pour stimuler l'investissement dans les emplois. Ce sont précisément là les thèmes de notre budget de février 1992 et de notre exposé économique du 2 décembre dernier.

En décembre dernier, j'ai exposé un plan de modernisation de l'infrastructure au coût de deux milliards de dollars sur les cinq prochaines années. À l'échelle américaine, cela équivaut à une vingtaine de milliards de dollars. Notre plan concerne les routes, les ponts, les voies ferrées et la technologie de pointe dans le domaine des communications, toutes choses dont a parlé hier soir le président américain.

Nous, au Canada, avons aussi insisté sur la formation et l'éducation. Nous avons doublé ces dernières années le financement des programmes fédéraux de formation professionnelle. Le secteur privé bénéficiera d'allègements fiscaux en contrepartie de la création de conseils de la formation sectorielle.

Au Canada, nous avons reconnu l'importance des petites entreprises. En décembre, j'ai lancé un programme de crédit d'impôt à l'investissement afin que les petites entreprises puissent améliorer leur compétence technologique, leur productivité et leur compétitivité, grâce à l'acquisition de nouvel équipement et à leur détermination.

Des programmes ont été mis sur pied pour encourager la création d'emplois grâce à la réduction du coût d'embauchage, tel le blocage des cotisations à l'assurance-chômage pour les petites entreprises.

En examinant certaines propositions précises du plan de reprise économique du président, on constate qu'il y a des similitudes évidentes avec le plan canadien. Par exemple, dans le budget de février 1992, nous avons introduit un supplément au revenu gagné qui prévoit des prestations supplémentaires pour les travailleurs à faible

et à moyen revenu qui ont des enfants. Le président Clinton a déclaré qu'un tel programme permettrait à beaucoup de familles qui ne pouvaient s'intégrer entièrement à la population active de le faire. En outre, les prestations pour enfants que nous avons introduites aideront les travailleurs pauvres à demeurer au sein de la population active.

Le président Clinton a proposé de réduire le déficit en réduisant sensiblement les dépenses surtout pour la défense et le fonctionnement de l'appareil gouvernemental. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons toujours suivi un programme de compression des dépenses. Aux États-Unis, le président a proposé de geler les salaires des fonctionnaires pendant un an. Au Canada, les salaires des fonctionnaires seront gelés pendant trois des quatre années qui vont de 1991 à 1994. À bien des égards, nous prenons des mesures plus rigoureuses et plus énergiques que celles annoncées par le président hier soir.

Grâce à ses propositions financières, le président espère faire passer le déficit fédéral d'environ 5,2 ou 5,3 p. 100 du PIB qu'il est aujourd'hui à 2,7 p. 100 en 1997, soit une réduction de moitié environ. Les structures financières étant déjà en place au Canada, notre déficit en 1997 représentera un pourcentage de notre PIB nettement inférieur à l'objectif visé aux États-Unis.

Il importe de noter que la réduction marquée du déficit canadien découlera en majeure partie de la compression des dépenses. En fait, dans le budget de février 1992 et l'énoncé de décembre, nous avons réussi à réduire les impôts des Canadiens. Nous ne les avons pas augmentés.

Le président des États-Unis a proposé d'augmenter les impôts des citoyens les plus riches. Le régime fiscal canadien est déjà beaucoup plus progressif que le régime américain et les propositions d'hier soir rendront celui-ci plus semblable au nôtre.

Nous savons tous que les États-Unis accordent beaucoup d'attention à la réforme de leur système de santé. Au Canada, nous reconnaissons qu'il nous faut mieux contrôler les coûts des services de santé tout en maintenant des normes d'excellence. Cependant, nous ne sommes pas confrontés à des difficultés aussi graves que les États-Unis.

Lorsque j'ai rencontré le secrétaire au Trésor, M. Bentsen, il m'a dit qu'actuellement, les coûts des services de santé représentaient environ de 13 à 14 p. 100 du PIB. Au Canada, ces coûts ne représentent que 9 p. 100 environ ou même moins, de notre PIB. Il m'a dit que si rien n'était fait, ces coûts absorberaient à la fin du siècle